

Délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française

(NOR : DBF2022057DL-4)

Paru in extenso au journal officiel n°37 N du 07/05/2021 à la page 9003 dans la partie Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Version en vigueur au 07/05/2021

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2110 CM du 26 novembre 2020 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 745-2021 APF/SG du 8 avril 2021 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 133-2020 du 2 décembre 2020 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 29 avril 2021,

Adopte :

Article 1er. — Cadre général

La présente délibération complète la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française.

Art. 2.— Dépenses imprévues

En application de l'article LP. 12, un crédit pour dépenses imprévues est transféré par le conseil des ministres vers la mission où sont imputées les dépenses.

Cette procédure s'applique :

1° En cas de catastrophe naturelle en Polynésie française, lorsqu'elle est dûment constatée par le conseil des ministres ;

2° Pour venir en aide aux populations touchées par une catastrophe naturelle hors du territoire de la Polynésie française ;

3° En cas de crise sanitaire grave et exceptionnelle en Polynésie française dûment constatée par le conseil des ministres.

Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget.

Art. 3.— Caractéristiques d'une autorisation de programme

En application du II de l'article LP. 17, une autorisation de programme se caractérise par :

- un objet (libellé de l'opération) ;
- un numéro d'identification ;
- la référence à l'année de son vote ;
- une durée de vie ;
- un rattachement à un programme et une mission ;
- un montant ;
- un état prévisionnel des crédits de paiement.

Art. 4.— Niveau de vote des autorisations de programme

En application du III de l'article LP. 17, les cas dans lesquels une opération d'investissement peut se rapporter à un ensemble d'immobilisations ayant le même objet, acquises ou réalisées par la Polynésie française ou faisant l'objet d'une ou plusieurs subventions d'équipement versées à un ou plusieurs tiers, sont les suivants :

1° Lorsque ces immobilisations sont préalablement déterminées ;

2° Lorsque le coût individuel des immobilisations considérées justifie leur regroupement ;

3° Lorsqu'il s'agit d'acquisitions ou de réalisations d'opportunité ne pouvant, par essence, être déterminées au préalable ;

4° Lorsqu'il s'agit d'aides ou de subventions ne pouvant, par essence, être déterminées au préalable.

Pour les cas énumérés aux 2° à 4°, l'opération d'investissement procède d'un objectif de dotation annuelle. Il en résulte que l'engagement des dépenses ne peut excéder l'exercice considéré, exception faite des programmations annuelles de subventions aux communes.

Art. 5.— Cycle de vie des autorisations de programme

En application du IV de l'article LP. 17, la révision d'une autorisation de programme est une modification de son intitulé ou de son montant.

L'échéancier des crédits de paiement est, quant à lui, modifié par la mise à jour du calendrier prévisionnel de réalisation de l'autorisation de programme.

La clôture d'une autorisation de programme a lieu lorsque l'opération à laquelle elle se rapporte a été achevée ou abandonnée et lorsque tous les engagements y afférents ont été soldés.

Art. 6.— Modalités de gestion des autorisations de programme et des crédits de paiement

En application de l'article LP. 19, au titre d'une autorisation de programme, les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées à un instant donné.

Elles sont délivrées par l'autorité compétente à concurrence du montant de l'opération, d'une tranche fonctionnelle d'opération ou conformément au phasage de l'opération qu'elles concernent.

De même, les crédits de paiement délégués constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées à un instant donné.

Ils sont délivrés par l'autorité compétente à concurrence du montant des crédits de paiement répartis par le conseil des ministres au titre de l'autorisation de programme considérée, en fonction du phasage et du financement de l'opération.

Art. 7.— Dérogation au principe de non report des crédits

En application de l'article LP. 20, les crédits de paiement délégués non mandatés au 31 décembre peuvent être reportés dans les conditions et limites suivantes.

Le report est effectué au vu d'un état des crédits de paiement délégués dressé par l'ordonnateur.

Cet état indique, pour chacun des comptes concernés, le montant des crédits reportés qui ne peut être supérieur au montant des crédits délégués non mandatés.

Cet état est transmis au comptable qui contrôle la disponibilité des crédits reportés. Le comptable est autorisé à payer, dans la limite des crédits régulièrement reportés, les dépenses mandatées jusqu'à inscription des crédits reportés dans une délibération budgétaire modificative du nouvel exercice.

La délibération modificative régularisant le report intervient au plus tôt dans l'exercice en cours.

Art. 8.— Conditions de reprise et d'affectation du résultat après adoption de la délibération de règlement

En application de l'article LP. 32, le résultat de chaque section est affecté dès la plus proche délibération budgétaire suivant la délibération de règlement.

I - Conditions d'affectation du résultat de la section de fonctionnement

Le résultat de la section de fonctionnement correspond à l'excédent ou au déficit de l'exercice.

Pour son affectation, il est cumulé avec le résultat antérieur reporté.

1° Condition d'affectation du résultat excédentaire

Si ce résultat de fonctionnement est excédentaire, il doit être affecté :

a) En priorité, en réserve pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent ;

b) Pour le solde, en excédent de fonctionnement reporté ou en dotation complémentaire en réserves.

Pour l'affectation en réserves, l'exécution de la décision budgétaire de reprise des résultats, adoptée par l'assemblée de la Polynésie française se fait par l'émission d'un titre de recettes.

Le besoin de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution corrigé des restes à réaliser.

Le solde d'exécution de la section d'investissement correspond à la différence entre le montant des titres de recettes et le montant des mandats de dépenses émis dans l'exercice, y compris le cas échéant les réductions et annulations de recettes et de dépenses, augmentée ou diminuée du report des exercices antérieurs.

Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux crédits de paiement non mandatés et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

2° Cas du résultat déficitaire

Si le résultat de fonctionnement est déficitaire, il est repris en totalité dès la plus proche délibération budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

II - Conditions d'affectation du résultat de la section d'investissement

1° Cas du résultat déficitaire

Il est couvert en priorité par l'excédent de fonctionnement s'il est constaté.

Le déficit résiduel éventuel est alors repris dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

2° Cas du résultat excédentaire

Dans ce cas, l'assemblée de la Polynésie française reprend en totalité dès la plus proche délibération budgétaire ou peut reprendre les crédits correspondant à cet excédent en recette de fonctionnement s'ils proviennent :

- a) Du produit de la cession d'une immobilisation reçue au titre d'un don ou d'un legs, à condition que celui-ci ne soit pas expressément affecté à l'investissement ;
- b) Du produit de la vente d'un placement budgétaire. La reprise de ce produit est limitée à la part du placement financée initialement par une recette de la section de fonctionnement.

Art. 9.— Conditions de reprise et d'affectation du résultat avant adoption de la délibération de règlement

L'assemblée de la Polynésie française peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de la délibération de règlement, reporter de manière anticipée le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation.

Si la délibération de règlement fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée de la Polynésie française procède à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche délibération budgétaire suivant la délibération de règlement et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

Art. 10.— Dispositions d'entrée en vigueur et dispositions transitoires

I - La présente délibération entre en vigueur conformément à l'article LP. 50 de la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française.

II - Conformément au II du LP. 51 de la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française, les délibérations budgétaires se rapportant à l'exercice 2021 demeurent régies par les dispositions de la délibération n° 95-205 du 23 novembre 1995.

Art. 11.

Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,
Béatrice LUCAS.

Le président,
Gaston TONG SANG.